



ÉDITO

Savez-vous ce qu'est la « parole performative » ? C'est celle qui se suffit à elle-même, qui constitue un acte en elle-même. C'est quand dire c'est faire. Notre top chef, fan de batteries en arrière cuisine, aime la mijoter, la revisiter, pour mieux faire avaler les couleuvres sous forme d'aspics à ses sujets. Cette mauvaise tambouille (« *Cauchemar en cuisine* »...), mais que l'on nous présente comme bonne, est également servie à la DGFIP. Une nouvelle réforme ne fera qu'améliorer vos conditions de travail. Parole performative. Et sinon une question simple : quand passons nous des paroles aux actes ???? En parcourant La Châtaigne de ce mois, vous découvrirez une innovation non innovante, un Emmanuel clamant « *tu l'aimes mon mépris ?* » ou encore un nouveau foncier innovant, à coup sûr déprimant et déstructurant...

Concert de casseroles

Aux quatre coins de la France, un même bruit strident, des concerts de casseroles vers 20 heures, au moment de l'allocution télévisée du président Emmanuel Macron une première fois. Une semaine après, nouvel appel à la « *casserolade* » devant les mairies de France. Bien loin des concerts de casseroles en soutien aux personnels soignants pendant le Covid, la colère monte un peu partout et se traduit par du bruit pour tenter de faire entendre ce que Jupiter refuse d'écouter. « *En un an, Macron nous en a fait perdre deux* », en référence à la réforme des retraites et au report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans au lieu de 62 ans. Face au « fiasco » de la « *reprise en main* » annoncée par le chef de l'Etat, le gouvernement ne semble plus savoir quoi faire. Le 21 avril, Élisabeth Borne a fait interdire une manifestation dans l'Indre, avant de tenter de camoufler cette interdiction. Le 24 avril, un arrêté s'appuyant sur les lois antiterroristes interdit l'usage de « *dispositifs sonores amplificateurs de son* » mais le tribunal administratif a suspendu cet arrêté dès le lendemain. Un nouveau signal de la fébrilité du gouvernement qui n'a pas empêché plusieurs dizaines de manifestants de lui consacrer un bruyant comité d'accueil. Notre exécutif aurait-il peur d'une révolution bruyante ? A force de se boucher les oreilles, la révolution pourrait prendre d'autres formes... Surtout que des casseroles certains n'en manquent pas.



Projection, pondération, consternation....

Suite à la publication des mouvements pour les catégories A, B et C administratifs, une situation des effectifs projetés au 31/12/2023 (pour les C) et au 01/03/2024 (pour les A et les B) a été publiée. Pour la DDFIP 87, c'est un solde pondéré correspondant à -31,4 emplois. (voir tableau ci-dessous)

	*TAGERFIP	Réel	Réel Pondéré	Solde Pondéré
A	81	82	79,2	-1,8
B	251	238	230,6	-20,4
C	161	158	151,8	-9,2
Total	493	478	461,6	-31,4

*Le TAGERFIP fait référence aux emplois théoriques, et par conséquent se situe bien loin de la réalité et du quotidien des agents...

Justice à deux... ou trois vitesses...

Chacun et chacune d'entre vous a peut-être (malheureusement) était malmené ou insulté à l'accueil ou au téléphone d'un de nos services de la DGFIP. Parfois, ce comportement anormal de certains usagers débouche sur une fiche de signalement qui sera traitée par notre direction et examinée par nos élu(e)s en Formation Spécialisée (FS) du Comité Social d'Administration Local (CSAL), l'ancien CHST pour faire simple... Bien souvent, cette fiche débouche sur un simple courrier de remontrance à l'utilisateur pour lui rappeler qu'il n'est pas bien d'insulter un agent des finances publiques. Mais parfois cela débouche sur... rien ! En revanche, lorsque Jupiter reçoit une ou deux invectives lors d'une visite en Alsace par trois personnes, ces dernières seront jugées manu militari en septembre pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique. Il serait peut être de bon ton que les agents des Finances Publiques soient aussi bien défendu au quotidien pour que les incivilités soient moins fréquentes, mais pour cela il faudrait que les agents soient une véritable préoccupation.

L'hémorragie continue et ce n'est pas les annonces gouvernementales, ancrées dans la communication et non dans le quotidien des Français et donc des agents, qui va changer la donne. Faire toujours plus avec toujours moins, tout en vous faisant croire que qui peut le moins peut le plus...

Addition salée

Aie, aie, aie... Les prix grimpent grimpent grimpent depuis des mois. L'inflation (hors carburant) entre le 1^{er} janvier 2010 et mai 2023 est de près de 23%. Concrètement cela signifie que ce qui coûtait 100 euros au 1^{er} janvier 2010 coûte aujourd'hui 123 euros. Dans la même période le point d'indice a longtemps été gelé. Sa revalorisation de 3,5 % semble bien insuffisante au regard des augmentations du coût de la vie. Au 1^{er} mai le SMIC brut vient de passer à 1747,20 euros soit plus que les 3 premiers échelons de contrôleur 2ème classe ou les 5 premiers d'agents administratifs de 2ème classe... ça fait un moment que la Châtaigne crie que nos grilles et le point d'indice sont fortement à la traîne. Et nous ne sommes pas les seuls, en Allemagne, pays que nos politiciens aiment prendre pour exemple, les fonctionnaires vont bénéficier d'une forte hausse de salaire. L'attribution d'une enveloppe de près de 2,5 millions d'euros pour les fonctionnaires d'État et des Collectivités Locales va permettre l'augmentation de 5,5 % des traitements, ainsi que le versement en plusieurs tranches d'une compensation inflation de 3000 euros par agent... « *Mais quand même, comment ont-ils fait ?* » me direz vous. Et bien ils ont lutté, ils ont mis la pression lors de mouvements de grèves massifs dans de nombreux secteurs publics... La Châtaigne remarque donc que pour gagner, il faut lutter, sans lutte pas de victoire... Le problème peut être tourné dans tous les sens, mais si on ne demande pas, une chose est sûre, on ne nous donnera rien... A bon entendeur...

En avoir pour ses impôts ?

La campagne bat son plein. La forte affluence aux guichets couplée à des heures d'ouverture de plus en plus restreintes mettent nos collègues à rude épreuve. Et que dire de GMBI et de sa temporalité douteuse engendrant une surcharge de travail non négligeable. Conditions de travail dégradées et qualité du service public altérée faute de moyens humains et matériels. Le tout démat atteint ses limites.....quid de nos aînés et de la télédéclaration ? Une impression légitime pour l'usager de se retrouver en rase campagne. Ce n'est pas comme si la défenseure des droits, Claire Hédon, ne l'avait pas soulignée dans son rapport, « *dans les services publics il manque de l'humain.* » Non à un chat SIP, version impôt de chat gpt, désincarné et déshumanisé.

I-A recherche véranda :

Non, il ne s'agit pas d'une petite annonce coquine ou quelque chose de la sorte, mais encore une idée de Gabriel ATTAL qui envisage d'utiliser le logiciel d'intelligence artificielle pour pister les extensions et bâtiments qui ne sont pas inscrits au cadastre. Encore un mauvais coup porté aux emplois de la DGFiP. Après la chasse aux piscines qui est lancée, notre administration envisage de traquer d'autres biens non déclarés qui pourraient faire gonfler les recettes publiques. « *Nous visons particulièrement les extensions de maison, comme les vérandas par exemple* » liste Antoine Magnant, le directeur général adjoint de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP), « *Mais nous devons être sûrs que le logiciel pourra trouver des bâtiments avec de grosses emprises au sol et pas la niche du chien ou la cabane des enfants.* » Ouf nous voilà rassuré... avec tout ça plus de problème et surtout plus besoin des géomètres du cadastres « *pour chasser les poulaillers dans nos campagnes* » comme a pu le dire « *the special one* » en instance.



La Châtaigne d'Honneur :

La récompense est attribuée cette fois-ci à Gabriel Attal, ministre délégué aux comptes publics, qui fait du neuf avec du vieux, en lançant le 25 avril « *En avoir pour mes impôts* ». En présentant sa démarche, Gaby a vanté « *une opération d'information et de consultation innovante auprès des Français [...]. Nos concitoyens souhaitent connaître et comprendre les dépenses publiques qui sont financées par les impôts qu'ils payent, écrit le ministre dans son communiqué. Sur le site enavoirdesimpôts.gouv.fr, chacun pourra comprendre clairement et précisément comment est utilisé l'argent de ses impôts.* » Mais le ministre oublie juste de nous dire que ce site existait déjà depuis près de cinq ans. Lancé en 2018 par son prédécesseur, Gérald Darmanin, sous le nom « *A quoi servent mes impôts* », le site proposait des informations sensiblement identiques. Il avait déjà été refondu en 2021 par un autre ministre, Olivier Dussopt, sans jamais gagner une grande visibilité auprès du public. C'est vraiment pas facile tout les jours d'avoir des idées...

INFLATION: DIALOGUE DE SOURDS!



Après le « J'accuse » de Zola le « Je récusé » de Macron

Dans son allocution télévisée du 15/05/2023, Jupiter récusé le terme de mensonge, employé à toutes les sauces.

Encore heureux qu'il ne soit pas défendu par Maître Dupond-Moretti, qui ferait alors figure de bras (d'honneur) armé de notre belle justice.

Pourtant voici quelques affirmations assénées par la Macronie :

- Pension de retraite minimum à 1 200 €,
- Les femmes sont les grandes gagnantes de la réforme des retraites,
- Ou encore, lors de la crise sanitaire, le stock de masques est suffisant.

Toujours le 15/05/2023, notre cher Président déclare : « *Le vrai mépris c'est de mentir aux gens.* »

Pourtant les vérités toutes faites énoncées plus haut sont légion. On est pas à un mensonge d'état près semble t'il... Message à nos gouvernants : Quand on est plus en prise, il y a méprise....

SUPPRESSION DE L'«EXIT TAX»

L'ÉTRANGE LUTTE DE MACRON CONTRE L'ÉVASION FISCALE

ATTENDEZ MONSIEUR !
VOUS AVEZ LAISSÉ
TOMBER ÇA !

